

L'AGEFI

QUOTIDIEN DE L'AGENCE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE À GENÈVE

RÉSERVE FÉDÉRALE AMÉRICAINE RASSURANTE

La crise des émergents n'est pas une menace

PAGE 20

JA-PP/JOURNAL - CASE POSTALE 5031 - CH-1002 LAUSANNE



SITE DE RECRUTEMENT EN LIGNE JOBTIC.CH

Limite qualitative au volume d'offres

PAGE 6

NOUVEAU SYSTÈME NESPRESSO AUX USA La déclinaison grandes tasses

PAGE 5

RÉGULARISATION FISCALE EN FRANCE Bilan défavorable à la Suisse

PAGE 3

PRODUCTION DE CELLULES SOLAIRES Partenariat Meyer Burger/CSEM

PAGE 6

PROGRESSION DU SMARTPHONE EN SUISSE Le marché parvient à saturation

PAGE 7

LOGISTIQUE ET STOCKAGE DE CAFÉ ET CACAO Louis Dreyfus acquiert Ilomar

PAGE 3

RÉSULTATS DE GARMIN (À SCHAFFHOUSE) Le haut de gamme très porteur

PAGE 6

ENQUÊTE SUR LES DÉLITS ÉCONOMIQUES Entreprises suisses plus dures

PAGE 7

Etape décisive pour S3 à Sochi



PASCAL JAUSSE. Swiss Space Systems (S3) qu'il a créé et qu'il dirige a annoncé hier à Sochi la signature de nouveaux partenariats avec des entreprises russes actives dans les systèmes de propulsion spatiale. La navette suborbitale de la société basée à Payerne utilisera un moteur fusée de JSC Kuznetsov. Et RKK Energia examinera la conception de l'étage supérieur destiné à mettre les satellites en orbite terrestre basse. **PAGE 6**

Recentrage convaincant sur les activités porteuses

CLARIANT. Le groupe en transformation quasi permanente depuis sa création en 1995 réitère ses objectifs.

CHRISTIAN AFFOLTER

Accentuer les marges et réduire la dépendance aux cycles conjoncturels. Les résultats de Clariant sur douze mois attestent que les deux objectifs principaux de la dernière vague de restructuration pourront être atteints d'ici l'année prochaine. Ce qui signifie que le groupe de spécialités chimiques fera partie des entreprises leader dans ce domaine mouvant, avec une marge EBITDA avant événements non-

récurrents de 16% à 19%, et une rentabilité sur capital investi supérieure à la moyenne sectorielle. Ces chiffres justifient aussi la dernière mesure importante finalisée en octobre dernier: la vente des unités d'affaires chimie textile, de papiers spéciaux et d'émulsions à l'américain SK Capital. Complétée par la cession de deux unités mineures, les détergents à ICI (finalisée au début de cette année) et Leather Services à Stahl, qui devraient être bouclées ces prochains

mois. L'ensemble s'est réorganisé en quatre unités: Plastics & Coatings, Care Chemicals et les deux unités provenant de Süd-Chemie acquis en 2011, Catalysis & Energy et Natural Resources. Les activités retenues ont enregistré une amélioration des marges de 13,5% à 14,1%, leur résultat net bondissant de 59% à 323 millions de francs. Au dernier trimestre, elles ont toutes enregistré une croissance sensible des ventes. Même si Clariant

s'attend à un environnement conjoncturel aussi difficile que l'an dernier, il se concentrera sur une croissance de front des quatre unités d'affaires. Et sur l'efficacité sur le plan des coûts. Une autre manière de souligner que la période des grandes transformations depuis la création en 1995, lorsque Sandoz avait décidé de se séparer de son unité de spécialités chimiques pour se concentrer sur la pharma, est terminée. **PAGE 4**

ÉVOLUTION CONTRASTÉE DU BIOTECH

L'optimum de cotation n'existe pas

Novimmune est destiné au marché des actions par Martin Ebner. De quoi relancer une thématique douce-amère sur l'arc lémanique.

Il est probable que l'opération eût moins fait parler d'elle sans la présence de Martin Ebner. La volonté du célèbre investisseur zurichois de pousser l'une de ses positions à la cotation serait même passée inaperçue sans un tour de table aussi significatif (60 millions de francs). Toujours est-il que le biotech genevois Novimmune se trouve au coeur de l'actualité de la branche en Suisse, et relance la thématique générale d'une in-

roduction sur le marché des actions. Un domaine très sensible sachant que le secteur connaît une évolution très contrastée dans l'arc lémanique. Au succès de Novimmune, qui s'était déjà illustré en 2010 avec la plus importante levée de capitaux de l'année, s'oppose la descente aux enfers d'une structure comme Addex (présentée un temps comme la success story de la seconde partie de la décennie). IPO en 2007 à plus de 70 francs. Le titre ne fera ensuite que descendre, pour passer sous les 3 francs. Rappelant le niveau extrême d'incertitude. Les cotations apparaissant dans ces circonstances comme une variante technique du capital-risque. **PAGE 4**

PRIVATE EQUITY EN SUISSE ROMANDE

Reprise après la sortie des institutionnels

Actif à Genève dans le private equity à destination des petites et moyennes entreprises, Gilles-Emmanuel Trutat estime que le marché a totalement repris après avoir été pratiquement à l'arrêt entre 2008 et 2010. Par rapport à cette période, la typologie des opérateurs a considérablement évolué. La crise financière a poussé de nombreux groupes bancaires et assureurs à sortir de l'activité de financement de petites sociétés privées. Les acteurs les plus actifs sur le marché sont actuellement des family offices, des business angels importants ou des fonds de private equity montés par de petits groupes d'entrepreneurs. Parmi les thèmes en vogue du



GILLES-EMMANUEL TRUTAT. Il lève des fonds et investit lui-même.

moment, celui de la transition énergétique suscite un intérêt marqué, avec une approche industrielle utilisant des technologies nouvelles (mais pas considérées comme high tech). Après la production d'énergie entre 2005 et 2008 ou Internet en 2000. **PAGE 3**

ÉDITORIAL LÉVI SERGIO MUTEMBA

Consensus douteux sur le cas japonais

En début de semaine, l'annonce d'une prorogation du programme quantitatif ultra accommodant de la Banque du Japon (BoJ) a propulsé le Nikkei 225 de plus de 3% en une seule séance. Les traders approuvent, mais l'on peut se poser la question autrement: une devise peut-elle représenter une condition suffisante pour des prises de positions achetées? A fortiori après l'important retournement du Nikkei depuis un peu plus d'un an. Pratiquement tous les stratèges et analystes tablent cependant sur une poursuite de ce rally. Pour plusieurs mois. Jusqu'ici, tout a fonctionné. Encore une fois. La BoJ a fait exploser son bilan en acquérant pour environ 75 milliards de dollars d'obligations chaque mois, et en prolongeant l'échéance des actifs qu'elle détient. Faiblesse du yen mise à part, il semble

difficile d'identifier les fondamentaux réellement positifs et susceptibles de soutenir le marché des actions. Le Japon vient de commettre le plus petit excédent de la balance courante de son histoire. Ce qui a, en toute logique, fait baisser le yen. Ce qui aurait dû faire également baisser le Nikkei 225 dans la foulée. Il a pourtant bondi de plus de 1,7% après la publication de ces statistiques, unanimement jugées décevantes. Et puis il y a la menace du relèvement effectif de la taxe sur la valeur ajoutée en avril: de 5% à 8%. Le risque de telles mesures censées assainir les finances publiques est évidemment qu'elles peuvent inciter les ménages et entreprises à davantage encore de rétention. Autrement dit à déprimer la demande interne et les investissements. Les salaires réels baissent depuis bientôt 20 mois

consécutifs. Les entreprises japonaises, assises sur des liquidités sans précédent, se gardent toujours de les convertir en dépenses d'investissement. Signe probable que les politiques budgétaire et monétaire du gouvernement et de la BoJ n'enlèvent rien aux incertitudes d'ordre macroéconomique ressenties par les agents économiques. Depuis son arrivée fin décembre, le premier ministre Shinzo Abe invite les entreprises à faire preuve de solidarité avec la population en relevant les salaires. Mais que valent de telles injonctions devant les implacables calculs économiques de la microéconomie? Calculs qui semblent signaler qu'une croissance de 1,6% seulement l'an dernier, malgré le coup de pouce monétaire, ne justifie pas qu'une entreprise investisse dans un avenir aussi imprévisible. ■

L'essentiel pour vous, c'est l'innovation



Avec Vontobel derivate®*, la plateforme multi-émetteurs, vous pouvez créer votre propre produit et comparer les offres de différents émetteurs.

Vontobel, votre partenaire pour les produits structurés

Performance creates trust
vontobel.com/derinet



9 771421 948000

SUISSE

La reprise après la sortie des acteurs institutionnels

FINANCEMENT DES PME. *Le point sur le marché du private equity vu par un spécialiste genevois.*

A la tête de Capital Système Investissement à Genève, Gilles-Emmanuel Trutat accompagne actuellement la levée de fonds en Suisse de Lucibel, qui produit des solutions d'éclairage B2B à base de LED (*L'Agefi du 29 janvier*). Actif dans le corporate finance à la Banque du Louvre dans les années 1990 à Paris, Gilles-Emmanuel Trutat a par la suite travaillé dans l'asset management chez Merrill Lynch à Genève et chez UBS à Zurich. Après avoir participé à la création de PBS Privat Bank Schweiz (acquise par Clariden en 2002), il a lancé son activité actuelle.

Quels types de sociétés recherchez-vous et avec quels objectifs financiers?

Il peut s'agir d'une PME ouverte à un développement qui lui permette de dépasser son stade de PME, justement. Mais les situations varient. Dans le cas de Lucibel, la société était très petite lorsque nous l'avons proposée pour la première fois à des investisseurs en 2012, avec un chiffre d'affaires de l'ordre de 3,5 millions d'euros, mais elle avait à la fois un business plan ambitieux, et surtout

avait fait ses preuves en multipliant par 4,5 son chiffre d'affaires de l'année précédente. Un autre profil qui nous intéresse peut être celui d'une entreprise déjà solide, avec un chiffre d'affaires de l'ordre de 30 millions. Concernant les retours attendus, on vise généralement pour nos investisseurs un triplement de la mise, afin de rémunérer le risque. Lucibel, a fait fois deux en moins de deux ans, ce qui n'est pas hors normes, mais plutôt rapide.

Quels secteurs d'activité sont actuellement recherchés par les investisseurs?

Le thème de la transition énergétique est porteur en ce moment, avec une approche industrielle utilisant des technologies nouvelles mais pas high tech. Le secteur du vélo électrique comme la société EasyBike-Solex, un autre de nos clients, en est un bon exemple. On constate aussi des effets de mode: entre 2005 et 2008, la production d'énergie, renouvelable ou traditionnelle, par exemple avec des centrales à cycle combiné gaz, était très recherchée.

Quelles tendances observez-vous

sur le marché du financement des petites et moyennes entreprises?

Le marché s'est nettement repris en 2012, après avoir été complètement gelé en 2008 et très peu actif entre 2009 et 2011. Cette évolution est logique, car les besoins de financement sont liés au cycle économique. Le financement étant reparti en 2012, l'économie en Europe devrait rebondir en 2014 - 2015.

Comment évoluent les besoins des sociétés financées?

Leurs besoins en capitaux sont généralement importants. Les entreprises sont également très demandeuses de conseil, en particulier sur les options de développement et de financement. Je siège personnellement au conseil de certaines d'entre elles. On constate que les petites et moyennes sociétés ont souvent besoin d'un board plus solide et plus indépendant, avec des membres expérimentés dans certains secteurs ou sur certains marchés.

Il est très important d'assurer un suivi sur plusieurs années. Si le dirigeant-fondateur est réticent à accueillir de nouveaux administrateurs, c'est un mauvais signal pour un investisseur. En tant qu'intermédiaire pur, mais qui peut également investir lui-même, notre stratégie consiste à travailler sur un nombre très limité de dossiers, mais qui soient de haute qualité.

Quels profils d'investisseurs sont particulièrement actifs sur ce créneau?

Essentiellement des business angels importants, des family offices ou des fonds de private equity souvent issus de famille d'entrepreneurs. Beaucoup de fonds de private equity purement financiers ont disparu, car les banques et les assureurs sont sortis de cette activité depuis la crise financière. En revanche, de nombreux fonds continuent à être lancés par de petits groupes d'entrepreneurs.

INTERVIEW:
SÉBASTIEN RUCHE

LE THÈME DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE EST PARTICULIÈREMENT RECHERCHÉ DANS LE PRIVATE EQUITY POUR LES PME.

DOUBLE IMPOSITION: le Conseil fédéral veut accélérer la reprise de la norme OCDE

Toutes les conventions de double imposition doivent être adaptées au standard de l'OCDE sur l'évasion fiscale. Pour accélérer les choses, le Conseil fédéral a chargé hier le Département fédéral des finances de préparer un projet pour inscrire unilatéralement la norme dans les accords pas encore adaptés. Depuis 2009, la Suisse a révisé ou conclu sur cette base 45 accords dont 36 sont entrés en vigueur. Le projet permettra de faire pour les conventions restantes, mais sous réserve de réciprocité. Cela signifie que les Etats partenaires doivent également pouvoir échanger leurs renseignements avec la Suisse lorsque celle-ci le demande. L'échange d'informations devrait également respecter les règles de la protection des données et le principe de la spécialité. Cette démarche va dans le sens d'une motion parlementaire libérale-radical. D'autres pays comme la Belgique et Singapour ont procédé de façon analogue, relève le Conseil fédéral. Pour éviter que la Suisse finisse sur une liste noire des paradis fiscaux, le Conseil des Etats devrait adopter en mars une révision de la loi sur l'assistance administrative déjà acceptée par le National. Les clients étrangers visés par une demande d'entraide pourraient n'en être exceptionnellement informés qu'a posteriori et la définition du contenu des demandes groupées sera confiée au Conseil fédéral. - (ats)

BLANCHIMENT: une commission du Conseil des Etats a adopté un projet du Conseil fédéral

La commission des affaires juridiques du Conseil des Etats soutient un tour de vis contre le blanchiment d'argent. Elle a adopté sans opposition le projet du Conseil fédéral pour mettre en oeuvre des recommandations du Groupe d'action financière (GAFI). Finis les achats à coup de mallette de billets. La commission soutient l'interdiction de paiements en espèces au-delà de 100.000 francs tant pour les ventes aux enchères et les ventes immobilières (par 8 voix contre 4) que pour les ventes mobilières (par 7 voix contre 5), ont indiqué mercredi les services du Parlement. La soustraction d'impôt par usage de faux ou tromperie astucieuse du fisc pourrait devenir une infraction préalable au blanchiment d'argent. Pour les impôts directs, le Conseil fédéral propose de fixer la limite du «délit fiscal qualifié» dès le détournement d'au moins 200.000 francs d'impôts par année fiscale. La commission a rejeté de justesse, grâce à la voix prépondérante du président Stefan Engler (PDC/GR), une proposition pour relever la barre à 300.000 francs par an. Par 7 voix contre 5, elle a aussi refusé que le couperet tombe seulement si cette limite a été franchie deux années de suite. Le projet doit par ailleurs améliorer la transparence des actions au porteur. L'ayant droit économique devra être identifié en cas de prise de participation d'au moins 25% du capital-actions ou des voix. - (ats)

Les chiffres de la France sur l'évasion fiscale

Quelque 80% des 15.813 évadés fiscaux ayant demandé la régularisation de leur situation auraient eu un compte en Suisse. Selon le ministre français du Budget.

Quelque 80% des 15.813 évadés fiscaux français ayant demandé depuis fin juin 2013 la régularisation de leur situation avaient un compte bancaire en Suisse. Ce chiffre a été articulé hier par le ministre du Budget Bernard Cazeneuve. L'administration fiscale a déjà récupéré 230 millions d'euros à partir de 21 dossiers complets, dont 70 millions sur 241 dossiers qui ont été traités, a précisé M. Cazeneuve.

Le ministre avait annoncé un renforcement de la lutte contre l'évasion fiscale, dans la foulée du scandale provoqué par la révélation du compte en Suisse détenu par son prédécesseur Jérôme Cahuzac. Il avait promis des «pénalités allégées» pour les fraudeurs qui se manifesteront spontanément. Le ministre, qui faisait le bilan de son action devant la commission des finances de l'Assemblée nationale, a précisé qu'il s'agissait d'un bilan provisoire puisque des contribuables continuent de se déclarer au fisc sur un rythme moyen de

150 par semaine. Il a ajouté qu'au 7 février, 2621 dossiers étaient complets, représentant «2,4 milliards d'euros d'avoirs, soit près de 910.000 euros par dossier». Sur l'ensemble des 15.813 dossiers déposés, 76% des contribuables fraudeurs avaient hérité d'un ou de plusieurs comptes bancaires à l'étranger. Si 10% concernaient des sommes inférieures à 100.000 euros, «beaucoup sont d'un montant élevé», selon M. Cazeneuve, citant l'exemple d'un «dossier de plus de 100 millions d'euros». Après la Suisse, où sont localisés 80% des comptes bancaires non déclarés, le Luxembourg vient en deuxième place avec 7% des comptes. ■

DELOITTE: nouveaux associés à Genève et Zurich

Deloitte poursuit le développement de ses activités en Suisse avec l'annonce de l'arrivée de trois nouveaux associés au sein de ses bureaux de Genève et de Zurich. Olivier Hody rejoint l'équipe de Genève en tant qu'associé pour l'activité de fiscalité indirecte. Il est également membre et codirigeant du groupe TVA du centre d'expertise européen de Deloitte sur la fiscalité mondiale («Deloitte Global Tax Center Europe»), dont le rôle est de fournir des services de TVA pan-européens à des multinationales dans tous les Etats membres de l'Union européenne et au-delà. Il est spécialiste des secteurs des services financiers, des sciences de la vie et de la santé et de l'industrie. Toujours dans le département fiscal, Markus Weber, basé à Zurich, dirige l'activité fiscale dédiée aux services financiers de Deloitte en Suisse. Jusqu'en 2008, Markus Weber travaillait pour un autre «Big 4», où il a, pendant plus de sept ans, conseillé des banques, gestionnaires de fortune et trusts sur des questions de fiscalité nationale et internationale. Par la suite, il est devenu directeur général d'une société de gestion de fonds, avant d'exercer les fonctions de directeur exécutif de la division fiscale groupe d'une des principales banques suisses, en étant chargé de la conformité avec les réglementations fiscales américaines. Enfin, Cornelia Herzog a été promue associée au sein du département audit de Deloitte à Zurich. Elle compte plus de 13 années d'expérience dans la prestation de conseil au sein du secteur des services financiers, et plus spécifiquement aux clients du secteur bancaire et de la gestion de fortune. Cornelia Herzog a dirigé de nombreux audits ainsi que des programmes de transformation comptable et réglementaire pour des clients locaux et internationaux, cotés et non cotés, en Suisse. Elle est réviseur agréé par la Finma pour l'audit des activités bancaires et de gestion de fortune; elle est également membre de divers groupes de travail de la Finma, ainsi que de la Chambre fiduciaire suisse.

BALOISE: Christoph Gloor proposé au conseil

Christoph Gloor, président de l'Association de banques privées suisses, devrait faire son entrée au conseil d'administration de l'assureur Baloise Group. Sa nomination sera proposée aux actionnaires lors de l'assemblée générale du 24 avril. Agé de 47 ans, Christoph Gloor est associé de la banque baloise La Roche 1787. Il doit remplacer au conseil d'administration de Baloise Georg Krayner, actuellement vice-président, qui se retire pour raison d'âge, a indiqué mercredi l'assureur dans un communiqué.

LOUIS DREYFUS: la reprise de Ilomar

Louis Dreyfus Commodities (LDC) annonçait en début de semaine avoir racheté à Cor Boonstra le groupe Ilomar Holding, une société belge de stockage et de logistique, propriétaire de 400.000 mètres carrés d'entrepôts dans le monde dont les entrepôts de café et de cacao de 4STOX à Anvers. Egalement implanté en Espagne (Barcelone), au Vietnam (Ho Chi Minh) et aux Etats-Unis (New York), Ilomar gère une partie du stockage certifié par Nyse Liffe pour le café et le cacao. L'acquisition survient au moment où NYSE Liffe réforme ses règles sur la limitation de la rétention des stocks de cacao et de café, suite aux plaintes d'Armajaro et de Sucre Export. Le groupe Ilomar conservera son autonomie commerciale et de gestion, LDC se positionnant comme actionnaire et comme client. Le montant de la transaction n'a pas été divulgué.

FONDS DE PLACEMENT: volumes en hausse

Le volume total des fonds de placement en Suisse a progressé en janvier de 0,2% par rapport au moins précédent à 754,5 milliards de francs, a annoncé hier l'association du secteur Swiss Funds & Asset Management Association (SFAMA). De ce montant, quelque 305,0 milliards de francs sont revenus aux fonds pour investisseurs institutionnels, une progression de près de 1% par rapport à décembre.

ASSUREURS: plus de 1200 postes à pourvoir

Quelque 1272 postes sont à pourvoir auprès des sociétés d'assurances en Suisse, a annoncé mercredi l'Association suisse d'assurance (ASA). Les assureurs recherchent 158 généralistes et 687 spécialistes, dont 231 conseillers en assurance. Le secteur propose par ailleurs 130 postes dans des fonctions de direction et 212 postes de chargés de dossiers et d'assistants, selon un communiqué de l'ASA, qui s'est appuyé sur les chiffres du portail de recherche d'emploi Jobdirectory.



Appel à projets - technologies de l'eau

L'initiative du Swiss Bluetec Bridge, soutenue par la DDC, lance son 3^e appel à projets pour les PME & Start-up suisses, actives dans les technologies du secteur de l'eau, ciblant les populations démunies des pays en voie de développement et émergents. Au terme d'un processus compétitif, les meilleurs projets recevront un cofinancement sous forme de prêt sans intérêt.

Si votre entreprise est intéressée à soumettre un projet, visitez notre site internet pour tester votre éligibilité en ligne et obtenir toutes les informations nécessaires à votre soumission (délai 31 mars 2014).

www.swissbluetecbridge.ch

Contact: manager@swissbluetecbridge.ch • +41 (0)21 623 91 11